

Congé d'été

Des voix: Bravo!

M. Fennell: Mais, monsieur l'Orateur, nous voulons que le Parlement fonctionne. Cette institution a un devoir à remplir envers la population de notre pays, un devoir envers les gens dont les entreprises et les sociétés sont en train ou sur le point de faire faillite, un devoir envers les gens qui perdent leur maison.

Pendant que nous siégeons à Ottawa, il reste donc de nombreuses questions à débattre. La première dont je voudrais parler a trait aux taux d'intérêt élevés et aux effets qu'ils ont sur notre pays. Les taux d'intérêts élevés ne permettent pas de résoudre le problème de l'inflation. Ils permettent seulement d'accroître le revenu fiscal du gouvernement. Cela ne règle cependant pas le problème car le gouvernement peut dépenser ce revenu accru encore plus vite qu'il ne le perçoit.

Alors que nous subissons ces taux d'intérêt élevés, je voudrais demander au gouvernement s'il est prêt à considérer cette proposition. Ce n'est pas seulement une proposition visant à protéger les gens dont les hypothèques arrivent à échéance de renouvellement, mais une proposition visant à protéger les nouveaux propriétaires de maisons, à leur donner le droit d'en acheter une, à encourager la relance de l'industrie du bâtiment et l'embauche dans ce secteur.

Je voudrais bien que le gouvernement nous emprunte notre programme de déductibilité des intérêts hypothécaires. C'était un bon programme. Il aurait été très utile à l'heure actuelle, si nous étions restés au pouvoir. J'implore donc le gouvernement de faire sien ce principe et de l'appliquer, si ce n'est qu'en cette période où les taux d'intérêt sont si élevés. C'était un bon programme dont le principe a été mis en application dans tous les autres pays. Le Canada est la seule exception. Le gouvernement pourrait le mettre à l'essai pour six mois ou un an afin d'aider les propriétaires qui doivent renouveler leur hypothèque et tous ceux qui veulent acheter une maison. Par ailleurs cela aiderait l'économie canadienne.

Je voudrais maintenant aborder la question des obligations pour l'expansion des petites entreprises. Nous le savons tous, c'est là un de nos programmes. Malheureusement, le gouvernement ne l'a emprunté que partiellement. Pourquoi ne l'a-t-il pas appliqué au complet? Pourquoi ne veut-il pas y inclure les entreprises non constituées en sociétés et les exploitations agricoles, qui sont au bord de la faillite? Pourquoi ne veut-il pas les inclure dans le programme?

M. Evans: Pour la même raison que le député de Saint-Jean-Ouest ne voulait pas les inclure.

M. Fennell: Peut-être avait-il une bonne raison à l'époque. Mais aujourd'hui, avec des taux d'intérêt de 22 p. 100, ces gens sont au bord de la faillite et ont besoin d'aide.

Les chefs des petites entreprises sont l'âme de notre pays. Ils emploient deux tiers de la main-d'œuvre. Il faut que le gouvernement étende le programme d'obligations pour l'expansion de la petite entreprise à celles qui ne sont pas constituées en sociétés, car c'est ce secteur qui va permettre de résoudre les problèmes de productivité et de chômage qui existent actuellement dans notre pays. Il est bien dommage qu'ils ne puissent pas résoudre les problèmes d'inflation que connaît le Canada, cette responsabilité incombant directement au gouvernement. Les chefs des petites entreprises sont les héros modernes de notre pays. Ils ont le courage d'essayer de faire du Canada un pays meilleur et plus fort. Ce sont eux qui créent les emplois,

qui courent des risques. Le gouvernement n'en prend jamais et se contente de dérober de l'argent. C'est ce groupe formidable de Canadiens qui permet à l'économie de survivre. C'est d'eux qu'on devrait parler à la Chambre.

J'ai présenté un programme qui a eu un certain écho, mais je n'en ai pas encore vu les résultats concrets. Ce programme aurait permis de pallier à cette situation. Comme je l'ai dit auparavant, les chefs des petites entreprises ne peuvent pas résoudre le problème de la spirale inflationniste qui a mis le Canada dans le chaos. Les Canadiens sont littéralement saignés à blanc. Les personnes âgées perdent leurs avoirs que l'inflation érode.

Il est intéressant de constater qu'on continue à justifier à tort les taux d'intérêt actuels par l'inflation. Aux États-Unis, les Américains peuvent déduire leurs frais hypothécaires. Or, le taux d'escompte y est à peu de chose près le même que dans notre pays et, depuis que les taux d'intérêt ont été relevés, l'inflation est tombée à 8.5 p. 100 alors que dans notre pays elle est passée à 12.5 p. 100. Le seul responsable de cette situation, c'est le gouvernement qui fait subir à nos concitoyens le handicap le plus cruel. Il s'en prend aux pauvres et aux gens des classes moyennes; il ne s'attaque pas aux riches ni au gouvernement. Il déchire la fibre vitale de notre pays.

Hier, le premier ministre a déclaré dans une interview que chacun des sept pays membres de l'OCDE essayait des mesures économiques différentes pour juguler l'inflation. Ce que je peux dire avant le début du sommet, c'est que l'Italie et le Canada ont visiblement employé des politiques économiques qui ne marchent pas. Ces deux pays devraient les abandonner. Nous devrions rester ici tout l'été pour écouter les mesures que l'opposition préconise pour améliorer la situation dans notre pays.

Les temps sont très difficiles. Il est intéressant de voir à quelle vitesse les ministériels étaient prêts à rassembler leurs affaires et à partir de la Chambre après avoir obtenu leurs augmentations de traitement. Mais maintenant que leurs traitements ont été relevés, ils ont une responsabilité d'autant plus grande à l'égard des citoyens de notre pays. Ils est de leur devoir d'être ici pour représenter leurs électeurs. J'ai constaté que, dans bien d'autres pays, les congrès et parlements siègent encore.

Quelles sont les répercussions du Programme énergétique national? Des répercussions très graves commencent à se faire sentir. Lundi, je me trouvais de l'autre côté de la frontière où je m'étais rendu pour voir ce qui se passait. Les Américains vont adopter une attitude très subtile. Le Canada avec son Programme énergétique national leur a porté un rude coup. D'un côté, le programme leur a profité, car de nombreuses sociétés de forage sont allées s'installer chez eux. Mais d'un autre côté, ils ont été durement touchés. Les sociétés pétrolières américaines subissent des pertes qui permettent au gouvernement de les racheter à des prix dérisoires.

● (1520)

La subtilité qui en découlera n'a rien à voir avec le pétrole. C'est un nouvel embargo provincial caché; on ne l'a pas annoncé au grand jour, mais il sera mis en vigueur très discrètement. Les Américains ne vont pas se croiser les bras. Ils se souviennent de Dome et de la façon dont on leur a enlevé Hudson's Bay Oil and Gas. Ils combattent la firme Seagram de toute leur force, ainsi que d'autres groupes canadiens.